

**Agence française pour le développement et la promotion de  
l'agriculture biologique**

**Appel d'offre novembre 2025 pour la France**

**Campagne d'information et de communication pour la promotion de  
l'agriculture biologique et ses produits  
Années 2026-2027-2028**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Personne publique contractante :

**L'Agence française pour le développement et la promotion de  
l'agriculture biologique**

12, rue Henri Rol-Tanguy 93100 MONTREUIL

Laure Verdeau, Directrice

Étendue de la consultation : procédure formalisée appel d'offres ouvert

**Interlocuteurs**

Laure Verdeau,

Directrice de l'Agence BIO

Laurence Foret-Hohn

Directrice adjointe : [laurence.hohn@agencebio.org](mailto:laurence.hohn@agencebio.org)

Laura Faujour, Julien Picq, Jocelyne Fouassier

Chargées de mission communication : [communication@agencebio.org](mailto:communication@agencebio.org)

## Sommaire

Article 1 – Dispositions générales de la consultation.....	4
1.1- Objet du marché .....	4
1.2- Type et forme du marché .....	4
1.3- Mode de passation.....	4
1.4- Allotissement .....	4
1.5- Durée du marché .....	4
1.6- Lieu d'exécution des prestations .....	4
Article 2 – Documents contractuels .....	5
Article 3– Modalités d'exécution .....	5
3.1 Représentation du titulaire et du pouvoir adjudicateur .....	5
3.2 Délais d'exécution des différentes prestations .....	5
Article 4 – Obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché .....	5
4.1 Obligations du pouvoir adjudicateur.....	5
4.2 Obligations du titulaire du marché.....	6
Article 5 – Responsabilité du titulaire du marché .....	6
Article 6 – Livrables .....	7
Article 7 – Propriétés des résultats des actions et utilisation des résultats.....	7
Article 8 – Dispositions financières .....	8
8.1 Nature des prix .....	8
8.2 Contenu des prix.....	8
8.3 Variation des prix.....	8
Article 9 – Modalités financières.....	8
9.1 Avance .....	8
9.2 Retenue de garantie .....	8
9.3 Cession et nantissement de créances .....	9
9.4 Intérêts moratoires .....	9
9.5 Modalités de facturation .....	9
9.6 Taux de TVA.....	9
9.7 Modalités de paiement .....	9

Article 10 – Pénalités .....	9
Article 11 – Dispositions diverses.....	10
11.1 Forme des notifications et des informations .....	10
11.2 Langue .....	10
11.3 Sous-traitance.....	10
11.4 Autres obligations administratives.....	10
11.5 Assurances.....	11
Article 12 – Arrêt de l’exécution des prestations et résiliation.....	11
Article 13 – Différends et litiges .....	11

## **Article 1 – Dispositions générales de la consultation**

### **1.1- Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la conception, la mise en œuvre et l'évaluation d'actions d'information et de communication en faveur de l'agriculture biologique européenne et de ses produits, pour les années 2026, 2027 et 2028, dans le cadre du programme européen AGRIP SIMPLE 2025 retenu par la Commission européenne.

Le marché s'inscrit dans la continuité de la première campagne « Du Bio Chef » (2023-2026) et porte sur le nouveau programme intitulé « Du Bio Chef 2 », destiné à promouvoir le développement de l'agriculture biologique et son intégration dans la restauration commerciale et collective en France.

Les prestations attendues comprennent, selon les lots concernés :

- la conception et l'exécution des actions de communication prévues dans le programme (Lot n°1),
- l'évaluation indépendante des actions déployées (Lot n°2).

### **1.2- Type et forme du marché**

Il s'agit d'un marché global forfaitaire et passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, qui relève des dispositions du :

- CCAG marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)
  - CCAG marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- approuvés par Arrêté du 30 mars 2021.

### **1.3- Mode de passation**

Le marché est passé conformément aux dispositions des articles L 2124-2 , R 2161-1 à R 2161-5 du code de la commande publique, sous la forme d'un appel d'offres ouvert.

### **1.4- Allotissement**

Le marché est alloté conformément aux dispositions de l'article R2113-2 du Code de la commande publique. Il se compose des deux lots suivants :

#### **Lot n°1 – Conception et mise en œuvre de la campagne d'information et de communication**

Ce lot couvre la stratégie, la production des outils, la mise en œuvre des actions du programme, l'animation de réseau, les relations presse, la communication digitale, la publicité, les formations et les événements prévus au programme AGRIP SIMPLE 2025.

#### **Lot n°2 – Évaluation de la campagne**

Ce lot couvre l'évaluation indépendante des actions réalisées, conformément aux exigences de la Commission européenne pour les programmes AGRIP SIMPLE, incluant les rapports annuels et le rapport final.

Chaque lot fait l'objet d'un acte d'engagement distinct.  
Les candidats peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Aucune candidature ni offre groupée portant simultanément sur les deux lots ne peut être présentée lorsque cette situation créerait un conflit d'intérêts ou porterait atteinte au principe d'indépendance requis pour l'évaluation du programme.

### **1.5- Durée du marché**

La durée du marché est fixée à 36 mois.

Le marché prendra effet le premier jour du mois suivant la signature de la convention entre l'Agence BIO et FranceAgriMer relative au cofinancement du programme AGRIP SIMPLE 2025, et s'achèvera au terme de l'ensemble des obligations contractuelles, incluant la remise du rapport technique final, au plus tard un mois après la fin d'exécution des actions du programme.

Le marché n'est pas renouvelable.

### **1.6- Lieu d'exécution des prestations**

France

## **Article 2 – Documents contractuels**

Les documents constitutifs du marché sont énumérés et dans l'ordre prévu dans le règlement de consultation. Seuls les documents conservés au sein des archives du pouvoir adjudicateur font foi

- Les actes d'engagements et annexes financières
- Le présent cahier des clauses administratives particulières
- Les actes spéciaux de sous-traitance ou leurs avenants
- L'offre technique et financière du titulaire.
- Les CCAG applicables aux marchés publics de prestation intellectuelle et de fournitures courantes et services (disponibles sur le site <http://www.legifrance.gouv.fr>)

## **Article 3– Modalités d'exécution**

### **3.1 Représentation du titulaire et du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire met en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils respectent ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée à l'exécution du marché figurant dans le CCTP.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Tout refus sera motivé. Le titulaire procède au remplacement des intervenants dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la demande ou de la proposition de remplacement. Le remplacement d'un intervenant ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

La personne responsable du marché est Laure Verdeau, directrice. Le pouvoir adjudicateur est représenté par les personnes physiques suivantes :

- Laure Verdeau, directrice
- Laurence Foret-Hohn, directrice adjointe
- Pôle communication : Jocelyne Fouassier, Laura Faujour, Julien Picq

### **3.2 Délais d'exécution des différentes prestations**

Les délais d'exécution des différentes prestations sont fixés dans le planning définitif validé par les deux parties suivant la date de notification du marché.

Le point de départ du délai d'exécution est fixé dans le planning définitif admis par les deux parties.

Lorsque le titulaire du marché est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

## **Article 4 – Obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire du marché**

### **4.1 Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur met à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation du marché. Il facilite, en tant que de besoin, l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire peut avoir besoin.

Il s'engage à autoriser au titulaire l'accès aux locaux et équipements autant que nécessaire à la bonne exécution des prestations et dans les conditions fixées par le pouvoir adjudicateur.

Pour la transmission au titulaire de décisions, informations ou autres qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- remise contre récépissé daté ;
- échanges dématérialisés ou supports électroniques ;
- tout autre moyen possible.

#### **4.2 Obligations du titulaire du marché**

Le titulaire communique sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître la teneur.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Le titulaire soumet chaque livrable à la validation préalable de l'acheteur, conformément aux exigences du cofinancement européen. La production sans validation peut-être refusée.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le pouvoir adjudicateur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, sur tous les supports, la charte graphique prévue pour les programmes de promotion européens (Enjoy It's from Europe) :

[Charte Graphique ENJOY 0.pdf](#)

De manière générale, le titulaire est tenu aux obligations explicitées dans les CCAG applicables et listées à l'article 1.2 du présent document.

<b>Article 5 – Responsabilité du titulaire du marché</b>
--

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des

dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers, aux biens appartenant au GIP Agence BIO ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au GIP Agence BIO ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis.

Le titulaire doit être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets et lois en vigueur.

Les salariés du titulaire doivent être employés régulièrement au regard du code du travail. Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

Le titulaire est tenu, à l'égard des tiers du marché, à la confidentialité, tant en ce qui concerne les réponses individuelles aux enquêtes effectuées pour le compte du présent marché que pour les données agrégées et les analyses qui en résultent.

Le titulaire s'engage à ne rien divulguer de ces informations à d'autres personnes qu'à celles qui lui sont désignées par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à respecter le règlement européen sur la protection des données applicable depuis le 25 mai 2018 ([https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide\\_sous-traitant-cnil.pdf](https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/rgpd-guide_sous-traitant-cnil.pdf))

#### **Article 6 – Livrables**

Le titulaire du marché remet le ou les livrables, aux échéances mentionnées dans le CCTP. Les livrables prévus dans le CCTP sont remis au format digital et/ou papier en version imprimée en couleur.

Les livrables et obligations s'appliquent sur l'ensemble des 36 mois du marché.

#### **Article 7 – Propriétés des résultats des actions et utilisation des résultats**

Le titulaire cède au GIP Agence BIO avec l'ensemble des garanties de droit et de faits associés, à titre exclusif, au fur et à mesure de leur réalisation, l'intégralité des droits patrimoniaux et notamment les droits d'exploitation, de reproduction, d'adaptation, de traduction de l'ensemble des livrables établis dans le cadre de l'exécution du marché.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article demeureront en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de rupture dans les conditions prévues au présent CCAP.

La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle, telle que reconnue par les lois présentes ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par le GIP Agence BIO sans restriction.

Pour satisfaire aux prescriptions, des articles L.131-3 du code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

Pour le droit de reproduction : le droit de reproduire ou de faire reproduire tout ou partie des éléments cédés, sur tout support, notamment papier, magnétique, numérique, CD-Rom, DVD ou tout autre support informatique ou électronique, connu ou inconnu, actuel ou futur, et ce sans limitation de nombre.

Pour le droit d'adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter tout ou partie des éléments cédés, le droit de les corriger, de faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, décompiler, mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou partie.

Pour le droit de représentation : le droit, pour tout ou partie des éléments cédés, de diffuser ou faire diffuser, de quelque manière que ce soit, par tout procédé, quel qu'il soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment par tous les réseaux de télécommunications, actuels ou futurs, tel que l'Internet, par tout moyen de télédiffusion, et ce, sur tout support, en tout format, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers ou organisme.

Pour le droit de distribution : le prêt des éléments cédés, en tout ou en partie, par tout procédé et sur tout support, connu ou inconnu à ce jour, et ce, quelle qu'en soit la destination, pour tout public sans limitation.

Pour le droit d'usage : le droit de faire usage et d'exploiter, à titre personnel ou au bénéfice de tiers, à titre gratuit, les éléments cédés, aux fins d'effectuer toute forme de traitement à quelque titre que ce soit ; la cession porte sur tous les éléments cédés dans toute version, qu'elle soit achevée ou inachevée ; au terme de cette cession, le titulaire reconnaît ne plus disposer d'aucun droit sur les éléments cédés ci-dessus visés.

Le GIP Agence BIO reste par ailleurs titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui pourraient être communiqués au titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans les prix du marché.

Le titulaire garantit au GIP Agence BIO l'exercice paisible des droits concédés dans les conditions définies au présent marché et dans celles décrites dans le CCAG-PI (article 35).

## **Article 8 – Dispositions financières**

### **8.1 Nature des prix**

Les prix sont forfaitaires par lot, fermes et non révisables, couvrant l'ensemble des prestations décrites au CCTP

### **8.2 Contenu des prix**

Les prix du marché sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents aux déplacements, à l'hébergement des personnels du titulaire et aux droits d'utilisation des résultats.

Les prix comprennent également la participation aux réunions de travail ou instances et la production des éléments prévus dans le cadre de ces réunions de travail ou instances.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations réelles visées par le CCAG-FCS.

### **8.3 Variation des prix**

Les prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

## **Article 9 – Modalités financières**

### **9.1 Avance**

Sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire du présent marché

Si le marché est passé avec un contractant unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions s'appliquent à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire, et à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les dispositions citées ci-dessus s'appliquent aux sous-traitants ayant droit au paiement direct.

Le paiement de cette avance s'effectue en une seule fois et intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter du début de l'exécution des prestations.

Le montant de l'avance sera de 15% du montant du marché.

Le remboursement de l'avance sera imputé à parts égales sur les deux premières factures trimestrielles.

### **9.2 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.



### **9.3 Cession et nantissement de créances**

Le marché public peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un cotraitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

### **9.4 Intérêts moratoires**

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R 2192-12 et suivants du code de commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux 2192-31 à R2192-36 du code de commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **9.5 Modalités de facturation**

Le paiement s'effectue par trimestre après service fait, par axe du programme, avec un détail par action.

Le développement de la facturation électronique prévu par l'article Article L2192-1 du code de commande publique devra conduire le titulaire, lors de la mise en œuvre du marché, à adresser ses factures sous forme dématérialisée.

### **9.6 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

### **9.7 Modalités de paiement**

Les prestations seront réglées après service fait. Le règlement s'effectuera par virement bancaire sur présentation d'un dossier de facturation constitué de ou des factures accompagné(es) des pièces justificatives qui seront précisées dans le cadre de la notification du marché.

## **Article 10 – Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Le non-respect des échéances de remise des rapports trimestriels / annuels / final entraîne l'application des pénalités prévues au présent article. La remise des rapports est une condition préalable au paiement.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent constituer un élément un du décompte général du marché.

## **Article 11 – Dispositions diverses**

### **11.1 Forme des notifications et des informations**

Les échanges se font par tout moyen, notamment par messagerie électronique.

### **11.2 Langue**

Tous les documents écrits remis par le titulaire au pouvoir adjudicateur doivent être rédigés,sauf demande expresse, en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications (écrites ou orales) qui peut avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la durée d'exécution du marché, s'effectue en français uniquement.

### **11.3 Sous-traitance**

L'agrément et le paiement des sous-traitants sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire fournit pour chaque sous-traitant les DC4, les factures et la preuve de paiement (extrait bancaire), conformément aux obligations du programme AGRIP SIMPLE.

Afin d'obtenir l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Ce formulaire mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la date de remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

### **11.4 Autres obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette obligation, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le

pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu au code du travail et conformément à l'article L-8222-6 dudit code, lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

Si le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, dans un délai de deux mois, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité, aux torts du titulaire et le faire exécuter à ses frais et risques.

## **11.5 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au pouvoir adjudicateur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurance.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Le montant garanti est au minimum le montant du marché.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## **Article 12 – Arrêt de l'exécution des prestations et résiliation**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché lorsque dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié en cas de violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG FCS.

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché est résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG-FCS.

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

## **Article 13 – Différends et litiges**

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi par selon les modalités fixées aux articles L2197 et suivants du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est la Direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances.

Le présent marché est régi par le droit français. Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal administratif de la Seine-Saint-Denis 7, rue Catherine Puig 93558 Montreuil Cedex

**Téléphone** : 01.49 20 20 00 **Télécopie** : 01.49 20 20 99 **courriel** : greffe.ta- montreuil@juradm.fr.